

# LE COMBAT SYNDICALISTE

**CNT** MENSUEL DE LA  
Confédération Nationale du Travail



MAI 2023/N° 481

2€

## QU'ON EN FINISSE AVEC LE SALARIAT

**On ne réforme pas le salariat,  
on l'abolit.  
Faire respecter le cadre d'un  
contrat qui régit  
l'exploitation n'est pas un but  
ultime.  
Pas le notre en tout cas**

### SOMMAIRE

#### ICI ET MAINTENANT p.3 à 11

- Télétaf ou pas  
Pour travailler chez soi, il faut marcher droit  
(du travail) p.3
- Pour une abolition du salariat  
Abolir le salariat, un préalable à la  
destruction du capitalisme p.4
- Adresse aux syndicats et orgas  
Pas de fascistes dans nos rues ! Pas de  
fascistes dans nos cortèges p.5
- Témoin de la répression  
Mais que fait la police ? p.7
- De mensonges en mensonges,  
une réforme qui cache son objectif  
Chacun-e pour soi et riche qui peut p.8
- Capitalisme et travail  
Réflexion sur la productivité du travail p.10

#### INTERNATIONAL p.12 à 20

- Italie p.12
- Palestine p.13
- Ukraine p.16
- Turquie et Syrie p.17
- Tunisie p.18

#### CULTURE p.21 à 23

- Tourisme qui pue
- Le sel de la terre
- Ecopunk



**Vous trouverez sur le site Internet [www.cnt-f.org](http://www.cnt-f.org), toutes les coordonnées pour contacter un syndicat par branche ou par section géographique. Voici les adresses par région.**

**Bureau confédéral**  
**17 avenue de Gaulle**  
**26200 Montélimar**  
**06 52 17 93 54**  
**mél : [cnt@cnt-f.org](mailto:cnt@cnt-f.org)**

### 1 Alsace

Union régionale CNT c/o  
 Lucha y Fiesta  
 BP 30017 67027  
 STRASBOURG CEDEX 1  
 09 52 91 12 14 [alsace@cnt-f.org](mailto:alsace@cnt-f.org)

### 2 Aquitaine

Syndicats Gironde 36, rue  
 Sanche-de-Pomiers, 33000  
 Bordeaux  
 06 95 52 69 71  
[ul33@cnt-f.org](mailto:ul33@cnt-f.org)  
 Syndicats régionaux PTT  
 Aquitaine, BP 80099, 33704  
 Mérignac

Culture Aquitaine 36,  
 rue Sanche-de-pomiers,  
 33000 Bordeaux

### 3 Auvergne

Union locale CNT  
 Salle Poly, place Poly,  
 63100 Clermont-Ferrand

### 4 Bourgogne Franche Comté

Syndicat intercorporatif de  
 Saône-et-Loire  
 et de la Nièvre  
 19 rue du pavé  
 71290 Cuisery,  
 CNT 21  
 6b rue Musette  
 21000 Dijon  
[http://www.cnt-f.org/\\_cnt-interco-21\\_.html](http://www.cnt-f.org/_cnt-interco-21_.html)  
 06 01 22 17 94

### 5 Bretagne et Pays de la Loire

Union régionale CNT  
 BP 30423, 35004 Rennes  
 CEDEX  
 06 34 98 30 72  
[bretagne@cnt-f.org](mailto:bretagne@cnt-f.org)

### 6 Centre

CNT Centre  
 13 rue Pierre Fournier  
 41600 Lamotte-Beuvron  
[cnt-centre@cnt-f.org](mailto:cnt-centre@cnt-f.org)

### 7 Champagne- Ardennes

Syndicats CNT Marne  
 BP 90009,  
 51201 Epernay CEDEX

### 8 Franche-Comté

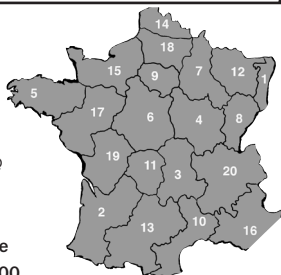
Syndicats  
 CNT Doubs  
 c/o CESL, BP 121, 25014  
 Besançon CEDEX [cnt-doubs@cnt-f.org](mailto:cnt-doubs@cnt-f.org)

### CNT Jura

Sur la Roche  
 39370 Les Bouchoux

### 9 Île-de-France

Union régionale CNT  
 33, rue des Vignoles, 75020  
 Paris 01 43 72 95 34  
[br.rp@cnt-f.org](mailto:br.rp@cnt-f.org)



### 10 Languedoc Roussillon

Union régionale CNT  
 6 rue d'Arnal 30000  
 Nîmes  
[ur.lr@cnt-f.org](mailto:ur.lr@cnt-f.org)

### 11 Limousin

Union locale Limou-sin  
 6, rue de Gorre,  
 87000 Limoges,  
[cnt87@cnt-f.org](mailto:cnt87@cnt-f.org)

### 12 Lorraine

Union régionale CNT  
[ur.lorraine@cnt-f.org](mailto:ur.lorraine@cnt-f.org)  
 UD CNT Moselle  
 5, place des Charrons,  
 57000 Metz  
[ud57@cnt-f.org](mailto:ud57@cnt-f.org)

### 13 Midi-Pyrénées

Union régionale CNT  
 33 rue Antoine Puget,  
 31 200 Toulouse  
 Tél 07 81 10 63 66  
[midipyrenees@cnt-f.org](mailto:midipyrenees@cnt-f.org)

### 14 Nord-pas-de-Calais

Union régionale CNT 32,  
 rue d'Arras, 59000 Lille  
 03 20 56 96 10  
[ur59-62@cnt-f.org](mailto:ur59-62@cnt-f.org)

### 15 Manche

Syndicat CNT Manche  
[cntmanche@cnt-f.org](mailto:cntmanche@cnt-f.org)  
[facebook.com/cnmanche](https://facebook.com/cnmanche)

### 16 PACA

CNT-STICS 13 c/o 1000  
 bâbords 61, rue Consolat  
 13001 Marseille

### 17 Pays la Loire

voir Bretagne

### 18 Picardie

Voir avec Nord-pas-de-Calais

### 19 Poitou-Charentes

Union régionale CNT  
 20, rue Blaise-Pascal,  
 86000 Poitiers  
 05 49 88 34 08

### 20 Rhône-Alpes

Union régionale CNT  
 44, rue Burdeau  
 69001 Lyon

# Boîte à outils

## Le droit de grève

### ■ Secteur public

Des préavis nationaux déposés tous les jours par les syndicats.

Des revendications communes à tous-tes : dégel du point d'indice, baisse du temps de travail, embauches et titularisation.

Des préavis internes et/ou locaux à ta collectivité ou à ton établissement public.

Tu peux faire grève une heure, la demi-journée ou la journée complète.

Dans certains services publics (éducation nationale, animation, aide à la personne, transport par exemple) :

\*obligation de prévenir 48h avant (dont un jour franc)

\*obligation d'être en grève toute la journée (perte de 1/30ème du salaire mensuel)

### ■ Secteur privé

Tu peux faire grève seul-e s'il existe au moins un préavis national interprofessionnel.

Tu peux faire grève seul-e s'il existe un préavis national dans ton

secteur d'activité.

Tu peux faire grève seul-e si tu es l'unique salarié-e de l'entreprise.

Tu n'es pas obligé-e d'informer ton employeur de ton intention d'exercer ton droit de grève (exception à la SNCF)

Dans certaines délégations de service public, les règles du secteur public peuvent s'appliquer (48h, perte de salaire).

### ■ Dans tous les cas

Tu n'es pas obligé-e, sauf exception, de prévenir ton employeur que tu fais grève.

Tu n'as pas l'obligation de présenter un préavis à ton employeur.

Pour être en grève, pas besoin d'être syndiqué-e.

Préviens tes collègues en amont afin de les motiver à rejoindre le mouvement.

Tu peux organiser des piquets de grève et occuper ton lieu de travail, tant que cela n'engendre pas une entrave à la liberté du travail ou des voies de faits. ●

CNT Jura



# Télétaf, ou pas

Pour travailler chez soi, il faut marcher droit (du travail).

**L**e confinement a généralisé les pratiques de travail à distance. Guide juridique pour éviter la télé-exploitation.

Régulier ou occasionnel, le télétravail est encadré en France notamment par les articles L1222-9 à L1222-11 du code du travail pour les salarié-es et agent-es des personnes publiques employé-es sous statut de droit privé, si un accord collectif (ou une charte, après avis du Comité Social et Éthique, le cas échéant) le prévoit. Ou selon un arrangement employeur/salarié-e, pour les personnes porteuses de handicap et les femmes enceintes. Et pas besoin que le télétravail soit inscrit dans le contrat de travail ou un avenant au contrat. L'employeur qui refuse d'accorder la mise en œuvre d'un poste de télétravail devra motiver sa réponse. À l'inverse, « *Le refus d'accepter un poste de télétravailleur n'est pas un motif de rupture du contrat de travail* », note l'art. L.1222-9 du code du travail. L'employeur est aussi tenu d'informer le/la salarié-e de « *toute restriction à l'usage d'équipements ou outils informatiques ou de services de communication électronique, et des sanctions en cas de non-respect de telles restrictions* », de lui « *donner priorité pour occuper ou reprendre un*

## Reclassement en télétravail : une jurisprudence

**Secrétaire médicale dans un cabinet pluridisciplinaire du Val-de-Marne, justement spécialisée prévention et santé au travail, elle est déclarée inapte à son poste après deux examens médicaux. Le médecin du travail suggère de la recaser sur un poste administratif, à temps partiel, en télétravail à son domicile. Gimac santé au travail, l'association employeur, la vire quand même pour inaptitude et impossibilité de reclassement. L'employeur a argumenté que le télétravail n'a pas été mis en place dans l'entreprise et qu'il n'était pas tenu de créer spécifiquement un poste adapté aux capacités de la salariée, mais il est quand même condamné pour manque de loyauté dans son obligation de reclassement. Cour d'appel, confirmation en Cour de cassation : « *L'employeur ne peut rompre le contrat de travail que s'il justifie soit de son impossibilité de proposer un emploi dans les conditions prévues à l'article L. 1226-10, soit du refus par le salarié de l'emploi proposé dans ces conditions* » (Cass. soc. 29-03-2023 n° 21-15.472).**

*poste sans télétravail qui correspond à ses qualifications et compétences professionnelles et de porter à sa connaissance la disponibilité de tout poste de cette nature* » et d'« *organiser chaque année un entretien qui porte notamment sur les conditions d'activité du salarié et sa charge de travail* » (art. L.1222-10 du code du travail).

### ■ Et les fonctionnaires ?

Mise en place dans la fonction publique par la loi « Sauvadet » du 12 mars 2012, la possibilité de télétravail pour les fonctionnaires est limitée à trois jours par semaine (décret

n°2016-151), seuil qui peut s'évaluer sur une base mensuelle. Ce plafond de trois jours peut être dépassé : dérogation pour raison de santé (six mois maximum, renouvelable une fois), après avis du médecin de prévention, ou du médecin du travail. Dérogation aussi possible à la demande de femmes enceintes, d'agent-es éligibles au congé de proche aidant (trois mois maximum, renouvelable) ou si une demande temporaire de télétravail a été accordée, une situation exceptionnelle perturbant l'accès au service ou le travail sur site. Dans la fonction publique territoriale, une délibération de l'assemblée délibérante doit fixer les activités éligibles au télétravail. ●

Nico, SINR 44





# Pour une abolition du salariat

Tout travail mérite émancipation.

**L**es camarades du Jura publient une chouette brochure intitulée Bocas. Cette brochure se veut être un moyen d'autoformation, de récits, de critiques diverses et une boîte à outils pour lutter au quotidien. Nous retranscrivons ici un de leur texte.

C'est un loup de mer. Depuis des dizaines d'années, chaque mouvement social se résume à des revendications arbitraires concernant le salariat : plus de rémunération, meilleure retraite, meilleures conditions de travail... Ces dernières années, du mouvement des Gilets jaunes aux dernières grèves, les revendications demeurent les mêmes. Pourtant, fondamentalement, elles ont peu de chance d'obtenir satisfaction. Et c'est tant mieux ! Tant mieux parce qu'elles ne remettent pas en cause la seule chose qui vaille à nos yeux : l'abolition du salariat. Ce dernier point semble être devenu un angle mort de toutes les revendications de ces dernières années. Or, en tant qu'anarcho-syndicalistes, la lutte sociale doit avoir à cœur cette première condition : abolir le salariat !

## ■ Le salariat c'est quoi ?

Beaucoup n'envisagent le salariat que comme un travail rémunéré dans le cadre d'un contrat de travail. C'est en ce sens qu'aujourd'hui ce statut semble souhaitable et doit être défendu par rapport aux conditions de travail des précaires, intérimaires, chômeur-ses... Alors oui, dans ces conditions, parler d'abolition du salariat est peu compris, voire inaudible.

Pourtant, au XIXe siècle, époque où le salariat se massifie et devient

obligatoire pour les prolétaires, il saute aux yeux qu'il n'est qu'une nouvelle forme d'aliénation aux ordres du patronat. Ce salariat porte en lui tous les modes d'exploitation antérieurs en réalisant une synthèse. Dans le capitalisme qui s'affirme, le salariat est une condition économique mais aussi sociale. C'est une condition de subordination à un ordre capitaliste et patronal. Pour s'imposer, le capitalisme s'appuie sur une période d'accumulation primitive qui arrache les paysan-nes à leurs terres. Ces dernier-es sont ainsi déporté-es vers les villes et les plus récalcitrant-es sont massacré-es.

Aussi, quand nous évoquons l'abolition du salariat, c'est bien cette définition globale que nous avons en tête. Le salariat, c'est avant tout un lien de subordination envers l'employeur-se. Ne nous trompons pas, le salaire n'est qu'une contrepartie infime. Ce salaire achète une prestation de travail que le salarié réalise pour autrui et matérialise le lien de domination que le travailleur-se accepte, soi-disant librement : condition de l'exécution de ce travail, sanction d'éventuels manquements, temps de travail...

## ■ Abolir le salariat, un préalable à la destruction du capitalisme !

Alors soyons clairs, le salariat est bien un système d'exploitation humaine insidieux. C'est une réalité inhumaine et dégradante puisqu'elle réduit le travailleur-se à l'état de marchandise qui chaque jour doit à nouveau se vendre s'il ne veut pas crever de faim. Ne pas remettre en cause cela, c'est considérer que l'économie de marché, le capitalisme

est la seule voie d'avenir possible. Or, l'actualité montre que dans les luttes, syndicats et partis politiques n'affirment plus qu'il faut détruire le salariat pour détruire le capitalisme. L'abolition du salariat n'est plus un mot d'ordre. Ils ne réclament guère plus qu'un peu d'intervention de l'État pour pallier les défauts et les injustices trop criantes que le marché engendre. C'est dans le cadre de l'organisation économique et sociale du salariat, qu'ils ne remettent fondamentalement pas en cause, qu'ils quémandent des miettes de la richesse produite par l'ensemble des travailleur-ses. Comme si une meilleure redistribution rendait le salariat plus acceptable !

C'est pourquoi, il est temps de faire entendre avec force un autre discours. De lutter avec rage et détermination contre cette propagande qui laisse entendre à tous et chacun que fondamentalement la seule économie qui vaille est celle du marché. Pour nous, anarcho-syndicalistes, cette économie capitaliste est l'une des pires créations de l'humanité. Le salariat, qui est à la base de cette organisation économique et sociale, est la structure et la dynamique qui garantit la création d'une longue série de maux : aliénation des comportements, répartition injuste des richesses, hiérarchisation permanente des sociétés... Il est donc nécessaire comme préalable d'abolir le salariat. Il faut n'avoir de cesse de matraquer cette revendication. La faire vivre, la rendre envisageable auprès de celles et ceux qui se sont laissé-es séduire par la douce propagande selon laquelle le salariat c'est mieux que rien.

Sans abolition du salariat, les conditions de notre exploitation

resteront inchangées. Obtenir une hausse de salaire ne change rien à la dynamique d'exploitation. Elle ne fait que l'ancrer un peu plus dans nos existences. Elle ne fait que confirmer ce principe de base du capitalisme : notre existence est une marchandise. Ne nous laissons pas anesthésier par ces fausses avancées sociales. Nous n'avons jamais été autant domestiqués et aussi inconscients sur notre propre réalité de vie asservie. Il est temps de hurler, de réveiller ces consciences patiemment endormies depuis des décennies. Le salariat doit mourir !

### ■ Abolir le salariat, et après ?

Abolir le salariat est un préalable. Nous avons parfaitement conscience qu'il ne disparaîtra pas demain. Pour autant, comme pour d'autres combats, le racisme, le sexisme ou encore le pacifisme, cela ne nous empêche pas de mettre tout en œuvre pour son abolition.

Nous contestons le salariat parce qu'il est intolérable à tout point de vue. « *Le fait révolutionnaire par excellence* » qu'évoque Proudhon, c'est de partir d'un préalable simple qui fait que les productrices et les producteurs aient la maîtrise de leur activité. C'est un principe de base simple mais fondamental. En abolissant le salariat, notre exigence est celle qui s'appuie sur des principes qui entrent en conformité avec l'en-

semble de nos valeurs anarcho-syndicalistes. Nous aspirons sur le plan économique à ce que les individus possèdent les mêmes libertés et la même égalité que celles que nous revendiquons dans toutes les autres sphères de l'activité humaine.

Ce préalable nous permet de rejeter deux formes de proposition qui s'appuient elles-aussi sur l'abolition du salariat : l'étatisation de l'économie et l'économie libertarienne. Dans la première, la planification des productions se conçoit depuis le haut. Elle n'est donc pas démocratique puisqu'elle se fonde sur l'autoritarisme. Certes, ce dernier n'est plus entre les mains de capitalistes, les patron·nes, mais il entérine l'absence de libertés des producteur·ices. De plus, une telle économie a toujours recours à des hiérarchies ce qui permet à une classe de « coordonnateur·ice·s » d'être oppressive. La seconde a pour objectif de créer une économie constituée uniquement sur des indépendant·es, des autoentrepreneur·ses, bref des soit-disant travailleur·ses libres qui devront passer leur existence à trimmer seul pour vivre. C'est le grand projet d'entreprises comme Uber.

Loin de ces deux propositions, qui s'appuient elles-aussi sur l'abolition du salariat, nous désirons atteindre un idéal d'une économie juste fondée sur l'autogestion. Elle s'appuie sur des lieux de travail démocratique et sans hiérarchie. Ainsi, dans ce système de production, chacun·e aurait son mot à dire aussi bien sur ce qui est produit et consommé que sur les conditions de cette production et de cette consommation. Cela va sans dire qu'en plus du salariat, il faut abolir la propriété privée des moyens de production. La clé demeure à nos yeux l'autogestion parce qu'elle a fait ses preuves. C'est par ce moyen que dans un avenir libéré de l'oppression salariale, les travailleuses et travailleurs seront à même de répondre collectivement à toutes les ques-

tions qui se poseront. Nous sommes anarcho-syndicalistes, nous n'avons donc pas à donner aux exploités·es et aliénés·es d'aujourd'hui un modèle. Nous désirons simplement l'émancipation des travailleuses et des travailleurs et les modalités d'une économie autogestionnaire sont non seulement souhaitables, mais crédibles et pratiquement viables. Les exemples sont nombreux comme le montre l'ouvrage collectif *Autogestion. Hier, aujourd'hui, demain* publié sous la coordination de Lucien Colonges en 2010. L'autogestion permet une planification décentralisée, partant de la base se fondant sur le principe de démocratie directe. Elle permet d'envisager une économie délivrée du profit, de l'organisation hiérarchique et bien entendu du marché. Elle permet aux assemblées de travailleuses et travailleurs d'être libres et d'envisager collectivement de façon équilibrée leurs activités, la répartition des tâches, la rémunération... De répondre collectivement à l'ensemble des problématiques que peut poser une production économique.

Ainsi, le contexte des luttes actuelles doit être l'occasion de réaffirmer ce principe simple, mais aujourd'hui passé sous silence. Nous n'avons rien à attendre ni à espérer du salariat. Abolir le salariat est la raison première de notre engagement anarcho-syndicaliste. Si nous voulons une vie, il faut donc détruire ce rapport social de soumission qui sert principalement à reproduire le capitalisme. Il n'est plus l'heure de la demi-mesure, mais de poursuivre la transmission de ce discours radical. Le salariat permet le vol permanent de notre existence et il est temps d'arrêter de lutter pour une survie augmentée. Nous aspirons à une vie débarrassée de toute forme de domination que promeut le salariat : marchandisation du monde et de nos vies, exploitation, domination et arbitraire des hiérarchies...●

CNT Jura

# CNT

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL

**Bureau confédéral**  
17 avenue de Gaulle  
26200 Montélimar  
06 52 17 93 54

www.cnt-f.org – Mèl : cnt@cnt-f.org

**Combat Syndicaliste**  
c/o CNT Stics 13  
61, rue Consolat 13001

Mèl : cs-administration@cnt-f.org

# Pas de fascistes dans nos rues, nos cortèges, nos orgas !

Attention, faux ami. « Guerre de Classe, » un groupe rouge brun.

**V**ous avez sûrement vu depuis la crise sanitaire apparaître dans la rue et sur les murs des tracts et tags signés « Guerre de Classe »...

Comme la publicité d'une célèbre marque de soda, ça ressemble à une critique radicale des structures de base du capital : travail-argent-marchandises-État ; ça a la couleur d'une pensée post-situationniste et ça a l'odeur de l'ultragauche... mais cette odeur d'ultragauche, c'est en fait celle du négationniste Pierre Guillaume et sa Vieille Taupe\* !

Ce groupe est structuré autour de Francis Cousin, philosophe spécialiste autoproclamé de Marx, Debord et Heidegger, qui ne diffuse sa pensée que dans les sphères d'extrême-droite : ex-« local » de Serge Ayoub (directement impliqué dans le meurtre de Clément Méric, mais

aussi celui, sordide, de James Dindoyal), Rivarol, Radio Courtoisie, Alain Soral, etc. Il a même l'honneur d'être cité dans l'autobiographie de Marine Le Pen et fait partie des soutiens du négationniste Hervé Rysen.

## ■ Pourquoi à Rennes ?

Parce qu'après la crise des Gilets jaunes, il a trouvé écho chez certain-es individu-es fasciné-es par la violence émeutière, la haine des syndicats et des organisations de gauche – considérées comme des outils qu'a mis en place la bourgeoisie pour étouffer et mettre au pas la classe ouvrière –, la haine des exilé-es et enfin la haine des femmes. Les premier-es venant « grand-remplacer » la classe ouvrière blanche européenne et les secondes responsables de la baisse des salaires depuis les années 40. Ce groupe nau-séabond a trouvé écho aussi chez ceux et celles qui se retrouvent dans

les sphères complotistes : QAnon, mythe du Covid inventé par les Juifs ou les Chinois pour – encore une fois – faire disparaître la classe ouvrière blanche, retour à la nature et au christianisme primitif, etc.

Ne laissons pas la rue au poison fasciste ! Vironons manu-militari « Guerre de Classe » de nos cortèges ! ●

*L'Union Locale CNT de Rennes*

### \* Pierre Guillaume du rouge au brun antisémite.

À 82 ans, ce personnage fait partie de la petite constellation puante de transfuges de l'extrême-gauche vers l'extrême-droite (avec des figures comme Mussolini, Jacques Doriot, Roger Garaudy, ou plus récemment Thierry Meyssan). Venu du groupe Socialisme & barbarie de Castoridis et du situationnisme, Pierre Guillaume glisse après 68 vers le négationnisme, sa librairie La Vieille Taupe diffusant de livres niant la Shoah. Il corédige des textes avec Robert Faurisson, s'allie avec des néonazis, figure à toutes les fetes annuelles du FN, écrit dans National hebdo et Rivarol.

### Directrice de la publication

Marie-Pierre Aiello

N° de CPPAP : 0623 S 0651

### Rédaction

combat-syndicaliste@cnt-f.org

CS c/o CNT Stics 13

c/o 1 000 Bâbords

61, rue Consolat 13001 Marseille

### Administration

cs-administration@cnt-f.org

C/O CNT 18 Avenue de Sierre

07200 Aubenas

### Abonnements

cs-administration@cnt-f.org

C/O CNT 18 Avenue de Sierre

07200 Aubenas

Impression sur papier certifié PEFC **Imprimerie Étoile** Za Sainte Anne 61190 Tourouvre

Les tâches amenant le Combat syndicaliste dans votre boîte aux lettres sont effectuées par des syndiqué.es après leurs journées de travail. Toutes vos idées d'articles sont les bienvenues. Le bouclage se faisant aux environs du 15, il est important que vos articles arrivent à la rédaction quelques jours avant, le plus tôt possible, cela évite le stress. Merci à tou-tes !





# Témoign de la répression

Mais que fait la police ?

**C**ette page retranscrit le témoignage d'un cénétiste habitant dans la Drôme.

Aujourd'hui camarades, je voudrais vous raconter une histoire. Notre histoire commence avec un homme qui prend son petit-déjeuner à 9 heures du matin avant d'aller travailler. Le téléphone sonne, un numéro privé s'affiche sur l'écran, notre homme ne répond pas et décide d'aller au travail.

Sur le chemin de son domicile, il aperçoit un camion de livraison et demande au livreur si c'est lui qui vient de l'appeler. Le livreur répond par l'affirmative et tend une facture à signer puis le colis que notre homme avait commandé quelques jours plus tôt.

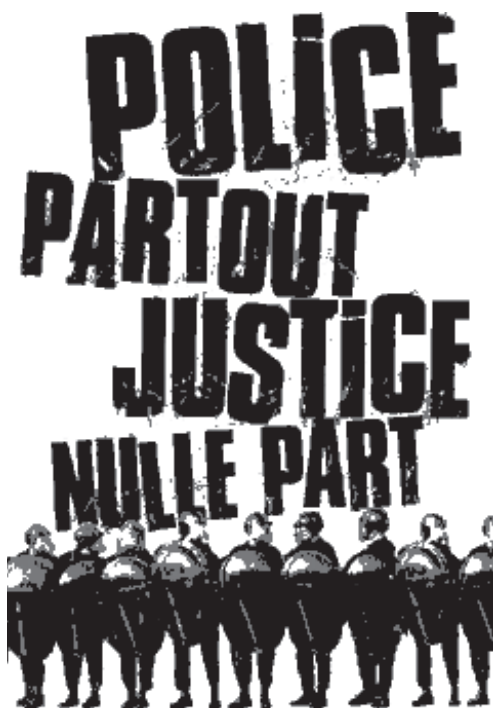
Au moment où il se saisit du colis, la porte latérale du camion s'ouvre. Une dizaine d'hommes cagoulés et casqués braquent notre homme avec des pistolets, lui crient de ne plus bouger et le plaquent au sol sans ménagement.

On pourrait croire que je vous ai décrit l'arrestation d'un criminel en cavale, celle de Jacques Mesrine ou bien même celle d'Oussama Ben Laden, mais il n'en est rien. Cette arrestation a eu lieu ici même à Nyons (26) et notre homme n'est nul autre que moi : Angelo Rela, 24 ans.

Habitant Nyons depuis mes un an et demi, j'ai toujours été actif dans la vie de ma cité. Dès mes 15 ans j'ai participé à l'organisation de concerts, festivals et divers événements. Je suis ouvertement militant depuis mes 18 ans et syndiqué à la CNT depuis mes 19 ans. Autrement dit, je suis depuis dix ans au service des autres. Je participe à l'animation

de notre ville et de nos territoires qui en ont tant besoin. Est-ce une manière de traiter un jeune qui se bouge pour son département ?

Sous prétexte d'avoir commandé de quoi fabriquer des fumigènes pour apporter une ambiance festive



aux cortèges, l'État décide qu'il est nécessaire et proportionnel de mobiliser une trentaine de gendarmes dont une équipe d'intervention spéciale pour m'arrêter ainsi qu'une équipe cynophile et une équipe de la police scientifique pour trouver d'éventuels explosifs, le tout devant ma mère à qui l'on empêchait d'allumer le gaz pour réchauffer son café, de peur qu'elle fasse exploser la maison. Mes deux voisines de 75 et 80 ans assistaient médusées à ce

déploiement de force.

Pour conclure, j'aimerais vous dire quelques phrases que j'ai entendues pendant mon interpellation, quand j'avais le visage contre le sol, écrasé par le genou d'un de ces gendarmes : « *Alors comme ça, t'aimes pas la police ? Tu veux nous cramer la gueule ? On va te passer l'envie d'aller en manif, nous. T'iras plus jamais en manif.* ».

Et bien je suis là, devant vous, je sais que vous serez là avec moi et que nous serons là tous·tes ensemble, les un·es pour les autres, car elle est là notre force, dans l'union et la solidarité, car même si nous n'avons pas exactement les mêmes idées, bientôt ce sera votre tour. Hier, c'étaient les militant·es du black bloc et de Saint-Soline, aujourd'hui un militant syndical de la CNT et demain des syndiqué·es, voire de simples adhérent·es de la CGT, de la FSU ou de la CFDT ! Pour l'État, le simple fait d'être présent·e ici vous place déjà dans le sac des opposant·es à faire taire !

Mais cela montre bien que nous arrivons à la fin d'une ère ! L'État lâche ses chiens les plus féroces au moindre petit soupçon. Ce n'est pas le moment de lâcher camarades ! Nous ne céderons rien aux intimidations et au durcissement de la répression ! Nous continuerons de descendre dans la rue, de bloquer nos entreprises et de défendre nos droits !

Camarades, dites-leur, dites-le partout ! Nous irons jusqu'au bout ! Et on ira, et on ira...! ●

CNT 26

# De mensonges en mensonges, une réforme qui cache son objectif

Chacun·e pour soi et riche qui peut.

**N**ous sommes déterminé·es à continuer la lutte contre cette nouvelle attaque de nos droits qu'est la réforme des retraites Macron-Borne. Les buts visés par cette réforme sont de nous faire travailler plus longtemps, de réduire et privatiser les pensions de retraite et d'augmenter la précarité.

L'allongement de l'espérance de vie serait une justification au « travailler plus ». Faire le lien entre espérance de vie et retraite relève d'une logique où l'on vivrait pour travailler. Sauf que l'on devrait travailler seulement pour produire ce dont nous avons besoin pour vivre, alors que dans l'organisation sociale dans laquelle nous vivons – le capi-

talisme – le travail, pour l'enrichissement de quelques-uns, se traduit par la volonté de nous faire travailler toujours plus. Ne nous laissons pas bernier par ce faux lien entre espérance de vie et retraite.

Et si nous nous arrêtons sur la question de l'allongement de l'espérance de vie, regardons l'espérance de vie en bonne santé : 23 % des plus pauvres sont déjà mort·es à 65 ans contre 5 % des plus riches et les hommes ouvriers vivent 6 ans de moins que les cadres. Les pauvres cotisent donc pour une retraite qu'ils et elles ont moins de chance de toucher et moins longtemps. La retraite des pauvres finance celle des plus riches !

## ■ Le « trou » de la caisse des retraites... ça creuse, ça creuse

L'État a créé le COR, Conseil d'orientation des retraites, sous l'égide du ou de la Première ministre, pour analyser le financement des retraites. Cette institution déclare que les dépenses de retraites sont stables et ont même tendance à diminuer à long terme. Alors que faut-il de plus pour prouver le mensonge du gouvernement à propos d'un supposé déficit des caisses de retraite ?

Mais au-delà des faits énoncés par le COR, un trou, ça se creuse ! Et le moins qu'on puisse dire, c'est que le gouvernement creuse ! Nos salaires sont constitués de deux parts. La part dite directe, qu'on appelle communément le salaire brut ; et la part indirecte, parfois appelée « part patronale » bien que ce soit une part de nos salaires, obtenue par notre production. Cette part indirecte alimente principalement les caisses de solidarité, santé, retraite et chômage. Alors lorsque régulièrement nous entendons Macron ou l'un de ses ministres annoncer que « *pour aider les entreprises nous allons diminuer les charges [cotisations] sociales* », il faut entendre « *nous allons prendre [voler, puisque c'est sans aucune concertation] une part des salaires pour l'offrir [puisque sans aucune contrepartie] au patronat* ».

Il n'y a donc, pour les années à venir, pas de déficit des caisses de retraites et ce malgré le pillage de ces caisses par le gouvernement. Et cela s'explique aisément par le fait qu'une personne en 2020 produit plus qu'en 1980, selon une augmentation bien supérieure à celle de la

## Se syndiquer, rejoindre la CNT

Rejoindre un syndicat, c'est prendre le temps de réfléchir au sens de notre travail, son organisation, nos envies et nos besoins. C'est s'engager dans la solidarité, partager ses expériences, découvrir celles des autres. C'est participer à la mise en place d'outils pour mener les luttes, pour préserver nos acquis et en imaginer de nouveaux. Se syndiquer à la CNT, c'est s'émanciper et se projeter dans une société juste et égalitaire.

### Caisses de grève

Si tu es en grève, tu peux demander un soutien financier. Si tu es syndiqué·e, ton syndicat doit t'aider. Si tu n'es pas syndiqué·e, des caisses de grève sectorielles, locales et nationales existent. Si tu veux participer aux caisses de grève, dis-toi que ce n'est pas faire grève par procuration mais que les caisses en ont bien besoin !



## Et alors, on fait quoi ?

Puisque seule compte notre capacité à produire et à enrichir ceux qui nous dirigent, nous n'avons comme moyen d'action que le blocage de l'économie. C'est pourquoi la CNT appelle à la grève générale et reconductible : l'arrêt de toute production.

Et parce que nous savons qu'il peut être plus difficile pour certain·es d'entre nous de se mettre en grève (précaires, travailleurs·ses de petite entreprise, indépendant·es...), nous soutenons les actions de blocage. Toi qui es bloqué·e dans un embouteillage dû à un barrage, toi qui ne peux rejoindre ton lieu de travail, compare ce désagrément aux années de vies que le gouvernement veut nous voler. Et qu'est-ce par rapport à l'engagement de celles et ceux qui mènent ces actions, qui grèvent et perdent leur salaire ? Rejoins la grève, rejoins les actions, c'est pour toutes et tous que nous nous battons !

population et donc des besoins. Le système actuel permettrait donc, s'il n'était pas détourné, de partir PLUS TÔT à la retraite. Le but étant que nous travaillions toutes, tous, mieux, moins et selon nos capacités.

### ■ Le calcul actuel perpétue les inégalités jusqu'à la mort

Si vous avez un bas salaire, vous aurez une petite retraite. Si vous avez une carrière hachée, vous aurez une petite retraite. Si vous avez été précaire, auto-entrepreneur·euse, flexible, agile, si vous avez eu de multiples employeurs, vous aurez une petite retraite. Si vous ne pouvez pas atteindre l'âge légal de départ parce que fatigué·e, amoindri·e, cassé·e, vous aurez une petite retraite. Et qui se retrouvent les plus exposées à ces critères ? Les femmes ! Deux chiffres concluent toutes les analyses comparatives : les hommes ont un salaire 28 % supérieur et une retraite 67 % supérieure à celle des femmes ! « Évidemment, si vous reportez l'âge légal [ce que veut donc imposer la

réforme des retraites], elles sont un peu pénalisées. On n'en disconvient absolument pas » déclare, sans gêne, le ministre Riester. Cette réforme est un miroir grossissant des inégalités au cours de la vie et au travail.

### ■ Ce qu'on veut maintenant

Et si l'objectif, c'était plus de retraite du tout ? En route vers la privatisation finale !

Atteindre 64 ans pour faire valoir ses droits à la retraite ne sera pas donné à tout le monde. Et si vous partez avant, vos cotisations seront décotées, c'est-à-dire que votre retraite ne sera pas proportionnelle à vos trimestres cotisés, mais inférieure. Et si vous partez à 64 ans sans avoir atteint les 43 annuités, vos cotisations seront également décotées.

On peut conclure de ce système comptable que tout est fait pour que nous cherchions une autre solution pour espérer une retraite « normale ». Et elle est déjà toute proposée par des entreprises privées, banques, assurances et mutuelles :

cotiser à un complément de retraite. On passe d'une logique de retraite par et pour nous toutes et tous à une logique individualiste : d'une retraite par répartition à une retraite par capitalisation. On passe de la solidarité au chacun·e pour sa gueule. Et d'une retraite solidaire, organisée pour toute la population, on bascule vers une retraite gérée par des entreprises privées qui, bien sûr, généreront des bénéfices, intérêts et dividendes pour les toujours plus riches.

Que les pauvres restent pauvres, que les riches s'enrichissent, gérer sa vie comme une entreprise individuelle, voilà le rêve du gouvernement.

### ■ Violence et répression d'État

Le gouvernement dote ses forces répressives d'armes de guerre, décroie et promeut les responsables des mort·es, des éborgné·es, et des centaines de blessé·es en manifestation. Ce même gouvernement réquisitionne, sanctionne et place en garde à vue les grévistes ; fait la course à l'extrême droite, avec ses lois anti-immigré·es et ses appels à la haine des valeurs d'entraide et de solidarité ; promeut la démocratie à coups de 49.3. Face à ces attaques nous devons opposer notre détermination et notre solidarité. ●

UL CNT 38

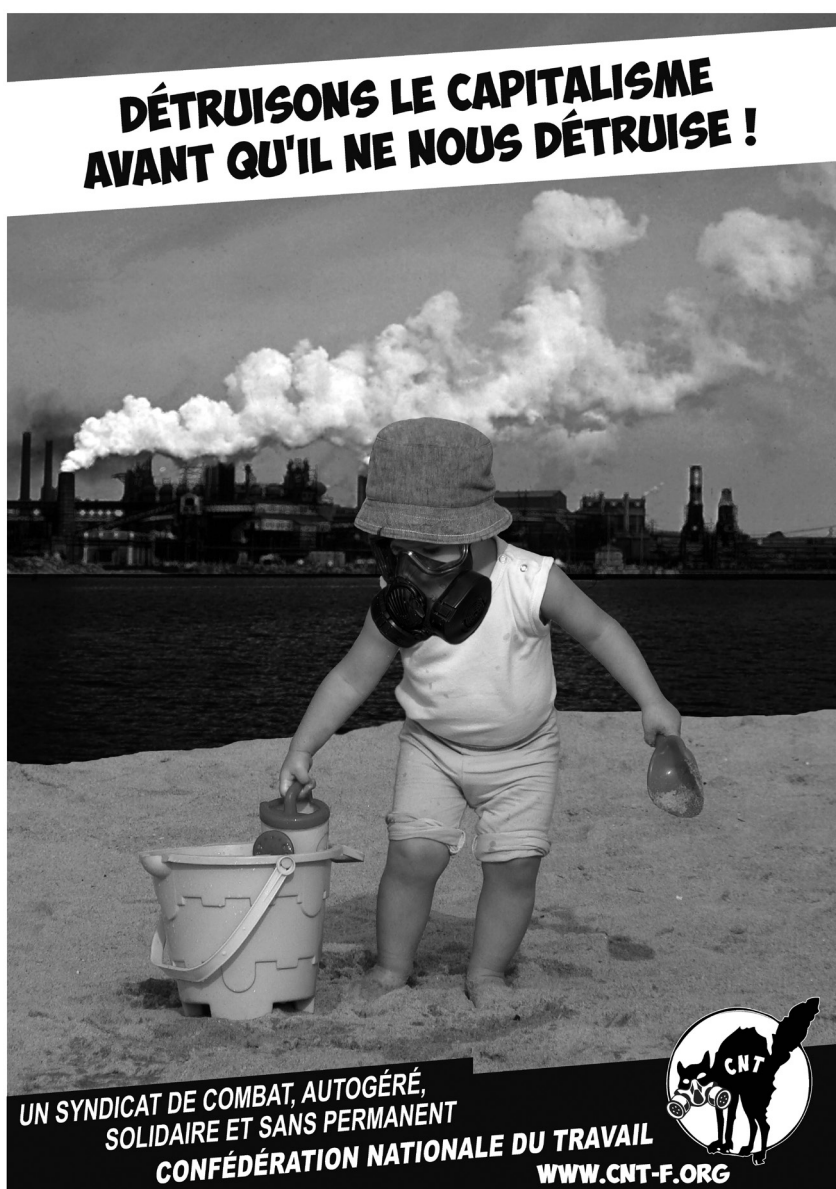


# Capitalisme et travail, frères ennemis

Réflexion sur la productivité du travail : un des outils du capital qui nous assassine.

**O**n décide de rien ! L'économie est tout sauf une science rationnelle, exacte. Mais des choix de production et de consommation sont sciemment orchestrés par une minorité afin qu'une majorité soit utilisable, employable. Un article de la brochure jurassienne Bocas.

Au-delà du fait que dans la majorité des cas ceux qui tiennent les cordes du système ont des esprits rationnels, cyniques, froids, calculateurs, en l'occurrence portés sur les algorithmes et la science économique, j'ai toujours eu envie de me réapproprier ma vie, tout au moins savoir pour qui, pourquoi et comment je travaille. Pour aussi comprendre les crises économiques et sociales, l'aliénation productiviste ou au final l'exploitation. Une exploitation qui grossit au final les comptes en banque d'une minorité patronale. Car l'économie capitaliste organise le travail et le monde en général dans lequel on vit. On voit bien que la politique se met à genoux devant l'économie car les hautes décisions sont avant tout économiques. Les politicien-nes qui décident au niveau économique des politiques à suivre sont elleux-mêmes à genoux devant les décisions des banques centrales sur les taux d'endettement et d'intérêts. On pourrait espérer que les organisations de producteurs-rices (les syndicats) organisent la production et la consommation et qu'elles soient les seules instances véritablement démocratiques pour peser dans les décisions économiques. Mais ce n'est malheureusement pas encore le cas. Bref, avec mes humbles connaissances en économie, je vais tenter de démontrer pourquoi le capitalisme



génère des crises économiques et sociales de manière récurrente sous l'angle de la productivité. Produire vite, produire, et puis ? Je pense que l'une des clés essentielles pour comprendre et démonter le système économique dans lequel nous (sur) vivons se trouve dans la productivité

du travail. Je crois avec certitude qu'une des aberrations de l'économie de marché réside dans ce terme barbare. Nous vivons dans un régime économique concurrentiel, compétitif, régit par l'offre et la demande, prix et salaires fixant les règles. Un-e entrepreneur-se est donc tenu-e

d'être concurrentiel et compétitif au niveau du prix de vente de la marchandise ou du service qu'il fait produire. Cela revient à dire qu'à un niveau de qualité plus ou moins égal, la différence pour gagner le marché se fait sur un prix de vente moins élevé que le concurrent. Or comment maintenir une marchandise à un même niveau de qualité en arrivant à baisser le prix de vente ? En baissant les coûts de production. Et pour baisser ces coûts, plusieurs options s'offrent au chef-fe d'entreprise : délocaliser pour avoir un accès direct aux matières premières, donc moins chères au final ; délocaliser pour baisser le coût de la main d'œuvre ; délocaliser là où la législation du travail, environnementale et la fiscalité sont avantageuses. Ces pratiques existent depuis longtemps et ont leur incidence sur le taux d'emploi et le taux de chômage d'une région à l'autre. Or en premier lieu, l'entrepreneur-se essaiera de gagner en productivité du travail, c'est-à-dire inciter ses employé-es à produire plus en un nombre égal d'heures travaillées. Donc travailler plus vite, plus efficacement, sans réfléchir et sans perte de temps, tel un-e automate, quand bien même la machine a toujours été amenée à remplacer l'humain-e. Autrement dit, nous rendre encore plus cinglé-es pour le même temps de travail et de paye généralement. Le fordisme et le taylorisme du début du 20e siècle entrent dans cette même logique. Ainsi, l'entrepreneur-se devient compétitif face à son concurrent car il offre sur le marché éminemment plus de marchandise ou de service pour un prix de production identique. De ce fait il gagne le marché car ayant plus de marchandises il peut baisser le prix de vente sans problème de rentabilité. C'est pour ça que les « meilleurs » capitalistes font une fixation malsaine sur les gains de productivité. Il n'est pas dur à comprendre qu'en

réussissant à augmenter la productivité de chaque employé-e par heures travaillées, il fait plus de profit et élargit sa domination sur le marché où il est positionné. Et encore plus s'il achète ce gain de productivité de l'employé-e pour le même salaire qu'auparavant. Et encore plus s'il rallonge la durée quotidienne, hebdomadaire ou la durée du travail ou voire remplace le travailleur-se par une machine ! Un vieil adage capitaliste est que le temps c'est de l'argent, ce n'est pas nouveau. Mais jusqu'à quel point ? Et là on entre dans la principale contradiction du système capitaliste, par le fait que des crises économiques et sociales à répétition apparaissent. En effet, augmenter la productivité du travail n'engendre aucunement la création d'emploi, laquelle serait un coût supplémentaire pour l'employeur-se. Mieux vaut qu'un seul effectue le travail de deux, c'est plus de profits. De fait, un-e employeur-se compressera au maximum sa main d'œuvre afin de la faire travailler plus, plus vite et plus longtemps. Donc les employé-es se tuent à produire plus et plus vite pour que l'offre de produits ou de services réponde à la demande jusqu'au jour où cette dernière baisse irrémédiablement. Car s'il n'y a pas de créations d'emplois, il n'y a donc pas de gens solvables qui puissent consommer. Être sans travail c'est être sans fric, et sans fric, il n'y a pas possibilité de consommer ou de rembourser un crédit ! Donc l'économie rentre en crise. Ou la société explose radicalement dans les pays à forte croissance démographique et qui ont intégré l'économie capitaliste de production par un minimum de salarié-es. Et on s'aperçoit ainsi de l'incongruité du système : les magasins sont pleins à craquer de marchandises, des logements sont inoccupés, etc. pendant que les gens crèvent la dalle faute de travail. Les économistes appellent ça crise de surproduction. En yregar-

dant de plus près il n'y a pas de surproduction car les gens nécessitent les biens, mais c'est juste une crise de sous-consommation et de non-solvabilité de la demande. Et ce parce qu'un-e capitaliste s'approprie tous les bénéfices pour toujours vouloir grossir jusqu'au point de non-retour car le système est fait pour engraisser la minorité oisive : les propriétaires, les actionnaires et les banquier-es bien au chaud avec leurs flics et leurs juges. Prenons nos vies en main ! Or, pour que tout le monde produise dans un système sain et désaliéné, il faut en finir avec les gains de productivité du travail et le profit. Pour ce faire, il faut simplement adapter l'activité de production à la stricte nécessité et non au superflu, ne serait-ce qu'à cause de la crise climatique. C'est-à-dire travailler moins, toutes, tous et autrement ! Cela nécessite donc la baisse du temps de travail (déjà induit par les machines et la technologie mais utilisées pour plus de productivité hélas) pour que tout le monde puisse y trouver son épanouissement et sa place. Cela nécessite donc aussi une baisse de la productivité pour que tout le monde puisse prendre part à la production de biens et services. C'est le credo du mouvement anarcho-syndicaliste depuis déjà bien longtemps ! Ainsi l'activité sera non enchaînée au chronomètre, non-aliénante et on la vivra enfin comme du temps libre où chacun s'épanouira. On en finira de perdre sa vie à la gagner, on arrêtera de se tuer à la tâche pour la richesse de quelques-un-es, de se tuer à petit feu pour ce mot que tout le monde hait : le travail. ●

*Fodel Castré, CNT Jura*



SOLIDARITY WITH ITALIAN ANARCHIST PRISONER  
END THE NIGHTMARE - STOP THE TORTURE OF  
**ALFREDO COSPITO**



INTERNATIONAL ACTION WITH  
ANARCHIST PRISONER ON HUNGER STRIKE

ANARCHIST BLACK CROSS DERRY

## Palestine

# Interview de Salah Hamouri

**C**ette interview a été effectuée lors du week-end formation BDS France le 15 janvier 2023.

**Salah Hamouri, avocat franco-palestinien :**

Ce qui s'est passé les neuf derniers mois, puis la déportation, c'était comme d'habitude. Je fais quasiment tous les 3-4 ans un aller-retour en prison depuis 2001.

C'était vraiment différent d'être déporté de cette façon. J'avais imaginé un jour qu'on arriverait à ce niveau-là avec moi mais au moment où c'est arrivé, c'était dur à expliquer, à imaginer. Ce qui est important pour moi aujourd'hui, c'est le combat, malgré la distance avec la Palestine. Il y a un rôle important à jouer ici, avec vous à BDS, car on sait tout ce que vous avez fait historiquement pour la Palestine. On peut continuer ensemble ce combat ; parce qu'il est très important d'élargir au maximum ce mouvement, d'unir les efforts de tous-tes celles et ceux qui veulent agir pour la Palestine ; il faut que ce mouvement soit large, qu'il soit uni, au maximum. On n'a pas besoin de ces divisions internes pour le mouvement de solidarité pour la Palestine. Nos ennemis sont très forts, on ne va pas pouvoir les affronter si on n'est pas forts et unis en même temps. La cause reste la cause. J'espère qu'on va continuer ensemble. La déportation ne change rien de mes convictions, ne change rien de

ma volonté. Beaucoup de travail est à faire, il y a énormément d'objectifs à atteindre. Je sais que ce n'est pas facile, que ça prend du temps, des efforts, mais à mon avis on doit être tous-tes ensemble, réuni-es, pour pouvoir atteindre notre but : commencer à isoler l'État d'Israël au niveau international. Car cet État, tant qu'il ne paye pas le prix de son occupation, ne va jamais penser à trouver une solution pour le peuple sous occupation. On va travailler ensemble, faire de notre mieux pour atteindre ce but.

**Elsa Lefort, porte-parole du Comité de soutien pour Salah Hamouri :**

Merci pour l'invitation et le soutien durant ces derniers mois et même de plus longue date, depuis quinze ans, on entend parler de Salah en France. Je voulais juste ajouter que même si Salah dit que rien n'a changé pour lui, maintenant, il est libre de parler, et il est libre d'agir, de rencontrer des gens solidaires du peuple palestinien. C'est une grosse erreur qu'Israël a faite. Maintenant il est libre de continuer le combat. On sera à ses côtés, et encore merci à vous.

**Questions du public :** Juridiquement, par rapport à ta déportation, les tribunaux internationaux, l'UE, la France, etc. quelles sont les différentes possibilités ?

**Salah :** Il y a plusieurs niveaux sur

lesquels agir. Premièrement, ici en France, une action sera faite par rapport à ma déportation et à l'attitude de l'État français qui n'a pas joué son rôle pendant mon arrestation et ma déportation. Le plus important c'est qu'avec mes avocat-es, on va déposer plainte à la Cour pénale internationale. Ma déportation est considérée comme crime contre l'humanité car c'est un déplacement forcé. Même là-bas – et je ne crois pas au système judiciaire israélien – il y a d'autres avocat-es qui vont se mobiliser.

**Question du public :** Tu es toujours avocat. Tu avais, j'imagine, un certain nombre de dossiers de défense de prisonnier-es politiques palestiniens. Je voulais savoir comment ce combat-là et ton travail important de défense des prisonnier-es politiques pouvait être poursuivi ici, de France ? As-tu des liens avec des réseaux d'avocat-es ici en France qui te permettent de poursuivre ce travail-là ?

**Salah :** J'ai arrêté de travailler sur les dossiers que je suivais depuis mon arrestation. Ce sont des collègues qui les ont repris. Je pense que ce n'est pas possible de travailler depuis la France. Si je continuais d'exercer sans être présent au tribunal, je pense que je changerai de rôle. Je suis en contact avec des avocat-es en France et nous allons travailler sur quelques dossiers.



**Question du public :** Au départ, je ne croyais pas du tout que la déportation serait effective car je pensais qu'il fallait l'autorisation et la collaboration de la France. Est-ce que je me trompe d'un point de vue juridique ? La France a-t-elle donné son aval ? Si c'est le cas, comment l'explique-t-elle ?

**Salah :** C'est sûr que la France a eu contact avec l'État israélien. Elle savait exactement ce qui allait se passer car le vendredi soir avant ma déportation (dimanche), il y a eu une réunion au quai d'Orsay avec les Français qui ont organisé ma déportation. On l'a su un peu tard. Ce qui rend le rôle de la France un peu plus suspect, c'est la pression qu'ils ont exercé sur Elsa (ndlr : Lefort) pour que les médias ne soient pas présents à l'aéroport. Ils ne voulaient pas que celles et ceux qui souhaitaient m'accueillir soient présentes à l'aéroport. Ils vou-

laient que je rentre discrètement à la maison. Je crois bien que la France a joué un rôle très médiatique de complice dans cette affaire-là. Pourquoi ? C'est la continuation de la politique française de traiter Israël comme un État au-dessus du droit international. C'était le cas dans d'autres pays, en Amérique latine.

**Question du public :** Je sais que la détention administrative est souvent utilisée contre les Palestinien·nes. Est-ce que ça veut dire qu'on t'a donné tes chefs d'accusation ? Est-ce qu'on t'a dit pourquoi tu étais arrêté ? Est-ce que tu as eu le droit à un·e avocat·e ? Comment se déroulaient les audiences ?

**Salah :** J'étais en détention administrative. Cette mesure s'appuie sur une loi du gouvernement britannique avant l'occupation israélienne. Ça donne le droit à l'armée d'arrêter

un·e Palestinien·ne d'un à six mois. Le dossier est alors secret et on n'a pas le droit de savoir ce qu'il y a dedans, pas le droit non plus à un avocat. Tout se passe entre le procureur militaire et le juge militaire. Comme la fois d'avant, on a pris une décision de boycotter le tribunal militaire. Je n'avais qu'une seule audience et j'ai boycotté le reste. On ne veut pas participer à ce jeu-là car ça reviendrait à dire qu'Israël est un état démocratique – et ce n'est pas le cas. Concernant les accusations, je n'ai qu'une phrase : à chaque fois qu'il renouvelle la détention, un parti politique suffit pour être mis directement en prison. Pour protester contre cette détention, on a lancé une grève de la faim qui a duré dix-neuf jours, on a réussi à régler deux ou trois dossiers parmi les 30.

**Omar Slaouti :** Tu as dit tout à l'heure qu'il était important de



garder l'unité dans la lutte pour le peuple palestinien. Il y a un exemple extraordinaire : la solidarité des prisonniers-ères, indépendamment de leur courant politique. Il n'y a pas beaucoup de visibilité en France sur le sort des prisonnier-es politiques palestinien-nes. Il faudrait un-e ambassadeur-ice des prisonniers-es de la cause palestinienne. A l'échelle internationale, s'il y avait un ambassadeur de la cause palestinienne, peut-être que ça pourrait être toi, Salah.

**Salah** : Avant que je sorte, on avait déjà fait une grève de la faim. Le 23 mars, c'était le premier jour du ramadan, les 15 000 prisonnier-es ont fait le ramadan à leur façon. Parmi eux il y a des prisonnier-ères qui ont continué la grève de la faim car iels ont été condamnés à vie. Iels sont en train de mourir. Iels ont continué leur grève de la faim jusqu'à ce qu'il y ait une décision politique sur la date à laquelle iels peuvent être libérés. Je dois jouer un rôle. J'ai une responsabilité. Iels sont des milliers et des milliers resté-es derrière moi.

Quand tu te retrouves en prison, on te porte un intérêt, on parle de nous, mais quand tu sors ça se calme. Ça va commencer, avec des tournées, des témoignages. Il faut que l'on arrive à faire un acte politique, auprès des politicien-nes. Ils ne vont pas libérer les prisonniers-es demain ou après-demain, surtout pas avec le gouvernement israélien que l'on a. Je pense qu'iels auront besoin de nous : c'est pour ça aussi que je porterai leur voix partout. Pas seulement en France, même si c'est important. Je suis invité dans plusieurs pays pour parler, pour témoigner. Il faut développer une stratégie à long terme, on en aura besoin.

**Question du public** : Ta présence ici au week-end BDS France a une importance particulière. Tu es soutenu par l'extrême-gauche, mais une partie de cette extrême-gauche n'est pas dans la campagne BDS et a même parfois un problème avec l'idée de boycott. Y a-t-il un moyen de faire évoluer ça à travers ta présence ici, ta parole, avec ces organisations qui

par ailleurs te soutiennent inconditionnellement ?

**Salah** : Les partis politiques français de gauche ont été les plus présents. Je pense que pour la Palestine, on a besoin de soutiens plus larges. C'est vrai que la Gauche reste l'appui principal de la Palestine, mais je pense que d'autres doivent reconnaître les droits historiques du peuple palestinien. Il faut élargir au maximum, on ne peut pas s'enfermer. C'est important pour moi que la Palestine ne soit pas un problème de gauche ou de droite. Casser le mouvement de solidarité sur la base des questions françaises, ce n'est pas utile pour la Palestine. Pour la Palestine, la question est très claire c'est le droit d'un peuple à vivre, le droit au retour. Ce sera très dur de rassembler sur cette base-là. Il ne faut pas casser le mouvement de solidarité à cause de problèmes internes français. (...) l. ●

SI



## Ukraine

# Sale guerre, solidarité populaire

**I** l y a un an, l'invasion russe commençait et nos positions, depuis, demeurent.

Nous sommes aux côtés de notre classe sociale en Ukraine. Nous sommes aussi aux côtés des Russes et des Biélorusses qui s'opposent à cette guerre et au militarisme. Les conflits militaires servent toujours et seulement les élites financières qui s'enrichissent grâce au commerce des armes, grâce au jeu des marchés et à la non-redistribution des richesses qui fait flamber les prix, s'enrichissent grâce à la mainmise sur les ressources naturelles. Les conflits militaires servent aussi les gouvernements qui construisent leur capital politique sur la menace de la guerre et les peurs.

L'impérialisme – et qu'importe qui est derrière celui-ci, que ce soit Poutine, l'Otan ou les gouvernements européens – est toujours contraire aux intérêts des travailleuses et des travailleurs, quelle que soit leur nationalité.

Pour les peuples, la bataille mondiale pour le pouvoir et les richesses apporte la mort, toujours plus de pauvreté et la destruction de la planète sur laquelle nous vivons.

Nous devons aider les peuples d'Ukraine, nous devons aider les Russes et Biélorusses qui désertent la guerre. Mais c'est ici aussi, en France, que nous devons combattre cette invasion, ces guerres, ces impé-

rialismes.

Nous devons combattre ici toutes les exclusions. Nous pensons notamment aux migrantes et migrants traqués partout sur le territoire, aux personnes et aux familles à la rue, aux expulsés alors que partout des bâtiments sont vides.

Nous devons lutter contre l'asservissement des travailleurs et des travailleuses orchestré par l'État et le patronat. Nous pensons bien sûr à cette réforme des retraites mais aussi à toutes les luttes menées par les syndicats.

Nous entendons les patrons et les politiques au pouvoir en France et en Europe se vanter des ventes d'armes records déclenchées par les tueries des peuples plongés dans la guerre. Et rappelons-nous alors que c'est ici, dans l'Hexagone que sont pensées et développées nombre de ces armes, des « *fleurons technologiques* », des « *pourvoyeuses d'emplois* », se gargarisent le Medef et les pouvoirs politiques. La France est le troisième plus gros vendeur d'armes au monde, le troisième plus grand assassin de la planète ?

Nos actions, campagnes de dons, participation à l'envoi de matériel,

24 февраля  
17:30

Belwederska 49

# МАРШ ПОДДЕРЖКИ УКРАИНЫ



sont dirigées vers les activistes et syndicalistes en Ukraine et en Russie dans une perspective anti-autoritaire, hors de toutes institutions gouvernementales, qu'elles soient ukrainiennes ou françaises.

Nous luttons contre la militarisation des sociétés et le nationalisme. Nous luttons contre l'industrie de l'armement. Nous luttons contre le capitalisme et tous les impérialismes en Occident (États-Unis, Europe...) ou en Orient (Russie, Chine...), qui conduisent fatalement à la barbarie qu'est la guerre dont les premières victimes sont toujours les classes populaires.

Ne nous trompons pas de camp, le nôtre c'est celui où l'on trime pour le profit de quelques-uns. C'est celui qui de chair à patrons devient si vite chair à canons.

Pas de guerre entre les peuples,  
Pas de paix entre les classes ! ●

SI

## Turquie/Syrie

## Séisme

**N**ous publions ici l'appel d'un groupe anarchiste et antifasciste qui apporte son soutien aux populations syriennes et turques victimes du séisme du 6 février dernier.

C'est un appel urgent à la solidarité avec tous nos camarades anarchistes et antifascistes !

Nous avons établi notre coordination anarchiste de solidarité face au tremblement de terre d'Izmir (İzmir Anar şi Deprem Dayan ı şma Koordinasyonu) pour agir et répondre aux besoins de la population locale et des réfugié-es parmi les victimes du tremblement de terre catastrophique qui a frappé la Turquie et la Syrie (y compris Rojava) le 6 février 2023.

Premièrement, nous avons dressé une liste de tous les besoins et, en les répartissant, nous les avons envoyés dans des zones de collecte communes. Donc, en tant qu'équipe de coordination, nous avons recherché des anarchistes dans les 10 provinces touchées par le tremblement de terre et d'autres grands centres et nous avons identifié des points d'aide communs.

Le 11 février 2023, nous avons quitté Izmir pour Hatay avec nos camarades anarchistes et bénévoles, ainsi que notre cuisine mobile, où nous avons l'intention de préparer de la nourriture pour 3000 personnes le premier jour et au-moins 6000 personnes les jours suivants.

Il y a quelques jours, nous sommes arrivé-es au district d'Armutlu, une partie du comté de Defne, province de Hatay. Comme nous l'avions prévu, nous avons installé notre cuisine mobile et nous avons commencé à montrer notre solidarité avec les victimes du tremblement de terre.

Depuis le premier jour où nous avons planifié cette action solidaire, nous cherchons à proposer un moyen alternatif de solidarité en réponse à la victimisation et à la négligence de l'État. Nous voyons cela non seulement comme une solution à une plainte, mais aussi comme un acte d'entraide et de solidarité envers les populations des zones touchées par le tremblement de terre et les réfugié-es les plus touché-es, combiné avec une perspective de lutte antifasciste. Contre l'indifférence de l'État, nous accordons une grande importance à pouvoir faire

vivre une société anarchiste, à travers le développement de la solidarité et sa pratique.

Nous nous battons toujours pour sauver les victimes du tremblement de terre qui sont piégées sous les décombres à cause de la négligence, nous nous battons encore pour répondre aux besoins des survivant-es, et en même temps nous luttons contre l'intolérance anti-réfugié-es.

Nous rappelons aux lecteurs et lectrices que nous ne sommes pas tué-es par des catastrophes naturelles, mais par l'État et le capitalisme ; nous voulons affirmer que nous sommes dans un processus difficile en raison des conditions économiques qui existaient dans notre géographie avant même le tremblement de terre ; nous appelons tous les camarades anarchistes et antifascistes solidaires de notre détermination à lutter pour la société anarchiste ! ●

SI

Pour d'autres moyens de solidarité, contactez-nous directement :  
Courriel : [eylemsacar@proton.me](mailto:eylemsacar@proton.me)  
Compte Twitter : @izmiranarchy  
Agence de presse anarchiste - ana







## Tunisie

# Retranscription d'une intervention orale de camarades du secrétariat international

**B**onjour à tous et à toutes, Au nom du secrétariat international de la CNT, nous exprimons toute notre colère face à la vague fascisante qui déferle aujourd'hui en Tunisie.

Bien sûr, nous sommes solidaires des personnes directement visées par les violences racistes, négrophobes, et xénophobes. Toute notre solidarité à la mobilisation qui se construit en Tunisie et à celles et ceux qui ont été arrêtés !

Nous ne reviendrons pas sur ce qui a déjà été dit, et l'horreur qui s'est produite depuis dix jours (les violences physiques, les descentes dans les logements, les arrestations, des chasses à l'homme qui se sont répétées...) mais rappelons, et ne l'oublions pas, la désignation d'un ennemi intérieur pour dévier les projecteurs des problèmes de fond, économiques et sociaux, est une stratégie classique de politiques po-

pulistes d'extrême-droite, fascisante, déjà connue dans l'histoire, et qui existe quel que soit le pays.

On ne peut pas analyser la situation actuelle sans prendre en compte le contexte plus large dans lequel cela s'inscrit.

La situation en Tunisie est dramatique. Les Tunisien·nes vivent une asphyxie toujours plus importante : les prix des produits de première nécessité flambent depuis ces dernières années et atteignent des records, la précarité ne fait qu'augmenter. L'accès à la santé est toujours extrêmement cher pour la majorité des habitant·es.

Et un gouvernement qui s'octroie les pleins pouvoirs et réprime toujours plus, les arrestations se multiplient, la police se lâche et nous rappelle les années sombres qu'a connu la Tunisie.

Combien de journalistes, youtu-

beur·euses, militants·tes ont été arrêtés·es cette dernière année avec des accusations lourdes ? Combien de perquisitions ont eu lieu ?

Ce sont aussi de nombreux mineur·es qui ont manifesté, qui ont été frappés·es, arrêtés·es dans les rues, et placés·es en détention.

On se rappelle du jeune qui a été mis à nu en public et féroce-ment tabassé par la police.

Aujourd'hui les contrôles policiers le soir dans les principales villes, sont quotidiens, c'est bakchich ou garde à vue !

Récemment, les droits syndicaux sont attaqués. Une représentante syndicale européenne, venue en Tunisie, a d'ailleurs été expulsée pour avoir critiqué cette répression syndicale.

L'État continue aussi, au mépris total de la population, de passer des

réformes libérales et de signer des accords commerciaux qui ne font que brader les richesses de la Tunisie au détriment des habitant-es et des droits sociaux. Nous pouvons citer les signatures de différents accords avec le FMI, l'ALECA qui a des conséquences graves, passé avec la complicité de certains qui se disent « démocrates », ou encore le corridor énergétique avec l'Italie, méga-projet dans le sud tunisien avec centrales solaires et expropriations de terres, etc.

Qui arrive à boucler les fins de mois sans difficulté aujourd'hui en Tunisie ?! Quasi personne en dehors des classes vraiment riches.

Et la colère monte. Tout le monde le sait, un nombre record de jeunes tunisiens prennent la mer pour fuir cette situation invivable, sans avenir.

Dans ce contexte, il est toujours facile pour le pouvoir de désigner un ennemi intérieur, avec manipulation et utilisation des moyens de propagande de grande échelle (télévision, radio à sa botte).

Comme par hasard, un nouveau parti nationaliste pousse comme un champignon, inconnu il y a quelques

mois, et arrive à inonder les réseaux sociaux et les plateaux des médias.

Avec un discours copié sur ceux d'extrêmes droite d'autres pays, du « *grand remplacement* » et de « *peuplement colonial* » vis à vis de quelques milliers de personnes immigrées.

Mais c'est par contre l'État tunisien et son président Kais Saïed, qui en se faisant supplétif du FMI et des gouvernements européens, maintient un rapport économique et politique de soumission néocolonial !

En acceptant par exemple de renforcer une répression contre les migrant-es en contrepartie d'accords économiques, qui ne servent que les intérêts des plus riches.

Cette vague de répression aujourd'hui arrive juste après les rencontres récentes avec le gouvernement italien de la néofasciste Meloni, et ces bras droits des ministères de l'intérieur et des affaires étrangères ! En parallèle d'accords bilatéraux commerciaux, les ministres italiens ont explicitement dans les différents discours visé les migrants sub-sahariens. Kais Saïed suit comme un petit chien !

Juste après aussi, les 9 et 10 février derniers, le sommet de l'UE sur les questions migratoires qui marque un nouveau tournant dans l'édification toujours plus verrouillée de l'Europe forteresse. Avec comme objectifs plus de contrôle, plus de militarisation, plus d'arrestations et d'expulsions. Et une augmentation des moyens et des équipements alloués à Frontex, la police privée aux frontières de l'Europe, qui est directement sur les côtes africaines depuis de longues années.

Aux Tunisien·nes qui écoutent les discours du pouvoir, ne vous trompez pas de cible !

Rappelons-nous de vos frères et sœurs qui ont pris la mer, de nombreuses fois, ou encore celles et ceux qui au mois d'octobre, parti-es de Zarzis, se sont retrouvé-es abandonné-es dans les eaux maritimes tunisiennes par les autorités tunisiennes. Ce sont les petits pêcheurs de Zarzis qui se sont organisés pour aller chercher les centaines de corps noyés ! L'État méprise totalement la population.

La précarité n'est pas de la responsabilité des plus pauvres, mais des dirigeants qui s'enrichissent sur le dos des classes populaires !





Le problème principal en Tunisie ce n'est pas la question migratoire mais la précarité et les choix politiques et économiques qui sont faits !

Rappelons-nous que c'est cette même police aussi, bras armé de l'État répressif, qui se lâche aujourd'hui, que vous aviez dégagée totalement des principales villes des régions intérieures de la Tunisie durant le soulèvement populaire fin 2010/début 2011 ! On le sait, la police politique n'a pas changé !

Seules la mobilisation et la solidarité sont des remparts à la répression, au fascisme et au capitalisme.

Le responsable aujourd'hui c'est l'État tunisien !

La lutte doit se mener aussi ici en France, en Europe, contre la montée de l'extrême-droite et des politiques migratoires toujours plus dangereuses et mortifères.

Une manifestation a eu lieu contre la nouvelle loi Darmanin qui est encore une réforme du code d'entrée

et de séjour des étrangers et demandeurs d'asile.

À nos camarades syndicalistes, en France, en Europe, en Tunisie, et ailleurs ; en tant que syndicalistes de lutte de classe, et internationalistes, nous nous devons d'être solidaires !

Qu'on les appelle « *migrant-es* », « *immigré-es* », « *étranger-ères* », « *réfugié-es* », « *sans-papier-ères* », peu importe, ils et elles sont avant tout nos camarades.

Comme d'ailleurs tous-tes les travailleurs et travailleuses qui doivent faire face partout aux patrons et aux États, aux guerres et aux menaces, à la précarité et à l'insécurité sociale ! Ils et elles sont de notre classe, sont nos égaux et égales, et ont leur place en tant que tel-les dans nos organisations et, par la même, dans notre projet de société sans État, sans frontière, et sans classe.

Pour un autre futur, débarrassé du fascisme, du racisme, du capitalisme et du patriarcat !

Un monde que nous voulons libre

et solidaire !

Camarades en Tunisie, nous saluons votre détermination, nous resterons à vos côtés pour lutter ensemble contre le fascisme, quel que soit son drapeau !

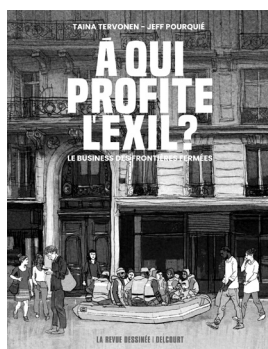
Nous continuerons ici et avec vous de l'autre côté de la Méditerranée à lutter et à revendiquer la liberté de circulation, la régularisation de toutes les personnes sans-papiers tout en défendant l'abolition des systèmes de visas, la fermeture des centres de rétention administrative et des zones d'attente, l'arrêt des expulsions, la liberté de toutes et tous les enfermés-victimes de racisme et de discrimination administrative, l'abrogation des lois xénophobes, et l'ouverture des frontières.

Seule la lutte paye !

Solidarité internationale, et de classe ●!



# Loin, l'espoir



## À qui profite l'exil ?

Taïna Tervonen, Jeff Pourquié,  
éd. Delcourt, 176p., 21 €.

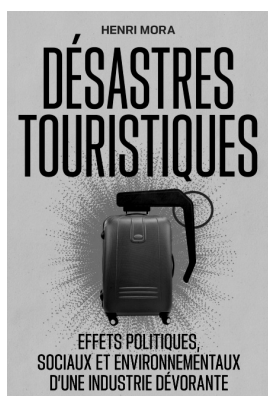
**I**ci, là-bas. Entre les deux, une oppression à fuir, ou bien la misère. Entre les deux, une longue route encombrée de morts, d'échecs. Sous-titrée *Le business des frontières fermées*, cette série de reportages a été publiée par la Revue dessinée dès 2014. Leur assemblage forme une suite de chroniques de l'exil, rencontrant de nombreux-ses exilé-es, des salarié-es d'ONG de sauvetage, d'assos qui identifient les corps repêchés,

de survivant-es, de chauffeurs du désert désignés comme criminels, leurs véhicules confisqués. Et jusqu'à des fonctionnaires de Frontex. Au passage, l'aide au développement accordée est détournée pour former des policiers anti-immigration. Ceux qui se sont fait refouler, forcés au retour, sont moqués pour leur insuccès, comme ce « backway boy » revenu en Gambie, qui a perdu en route quatre amis décédés sans voir ni la terre rêvée ni celle d'origine.

Quand ils arrivent en terre d'exil, sans permis de séjour ni de travail, certain-es sont une main d'œuvre rêvée. Bien obligé-es d'accepter les entorses au droit du travail. Jusqu'à ce que... « Employer un sans-papiers, ça donne des avantages au patron. Il peut ne pas te payer des heures, et il sait que tu ne vas rien réclamer », témoigne celui qui bosse comme préparateur de commandes dans une boîte de logistique, payé 6 à 800 euros pour 35 heures de taf par

semaine. « Dans mon entreprise, on était 36 sans-papiers. On a passé deux ans pour préparer la grève, à faire tous les dossiers. Après la régularisation, le patron n'a pas voulu entendre parler de moi. Maintenant, j'ai un travail à la Poste, en intérim aussi ». Mais en cotisant pour soi, pas pour un alias, frère du pays qui a prêté son nom pour être embauché contre 10 % du salaire, l'employeur étant au courant de l'embrouille. Pour la grève, il a fallu se prendre en photo en tenue de travail, à son poste, pour prouver que l'embauche sous les radars a bien été effective. Ces patrons qui ferment les yeux ne sont pas les seuls profiteurs : trafiquants, industriels de la sécurité, vendeurs de murailles, de barbelés, d'attirail sophistiqué de détection de nuit, de contrôle de jour, bénéficient tous du durcissement des frontières, sans se préoccuper des milliers de mort-es et de disparu-es. ●

Nico, SINR 44



## Désastres touristiques, effets politiques, sociaux et environnementaux d'une industrie dévorante

Henri Mora, L'Échappée, 203 p., 17€.

**À** rebours des voyageur-euses de l'exil, les touristes arpentent des décors, monuments, églises, palais, plages, restos, hôtels. À Barcelone,

# Le tourisme pue

Dubrovnik, Venise, Madrid, des manifs ont pointé le tourisme comme perturbateur de l'accès au logement populaire, boosteur de la gentrification, destructeur du lien social. Sans parler des effets dévastateurs du tourisme sexuel, en Thaïlande ou à Cuba. On pense bien à abolir la police, pourquoi ne pas bannir le tourisme ? L'industrie capitaliste a remplacé la rencontre par la visite, la curiosité du voyage par la consommation uniformisée de produits à ef-

fets rapides, machinerie à dépenser autant qu'à décompresser du temps productiviste. Hormis à Notre Dame des Landes, le développement des aéroports passe inaperçu. Si le tourisme est responsable de 8 % des gaz à effets de serre dans le monde, l'empreinte carbone va crescendo avec les moyens financiers : plus on est riche, plus on voyage loin, et souvent. No touristaran ●

Nico, SINR 44

# Le Sel de la terre, bonne pioche.

Un film méconnu sur une grève dans le New Mexico, où l'intersectionnalité est le ferment de la lutte.

Pour alimenter notre caisse de grève (les films proposés par les Mutins de Pangée ayant déjà été projetés dans la ville), un camarade suggère *Le Sel de la Terre*, drame social de 1954<sup>1</sup>. qui parle de solidarité avec les grévistes, féminisme populaire, racisme, lutte des classes. Le film est soutenu en pleine ère maccarthyste par le syndicat de mineurs affilié aux IWW qui organise les salarié·es, les précaires, les travailleurs·ses étranger·es et racisé·es, quand les autres syndicats, AFL et CIO, sont anticommunistes, volontiers racistes et machistes.

Réalisateur, scénariste, producteur, tous sont sur la liste noire d'Hollywood. Le casting rassemble comédiens·nes professionnel·les et amateurs·ices jouant leurs propres rôles. Iels vont au Nouveau Mexique rejouer deux ans après une grève de quinze mois, dans une mine de zinc. Les ouvriers chicanos réclament égalité de salaire avec les mineurs américains blancs, et la sécurité en exigeant la suppression du travail en solo. La compagnie minière les loge mais les discrimine en les privant d'eau chaude, ce que les épouses des mineurs demandent d'ajouter aux revendications. Les hommes ne jugent pas la demande prioritaire. Ramon le syndicaliste ne veut pas laisser d'espace aux femmes qui s'engagent dans le conflit. Mais quand le piquet de grève est déclaré illégal, les femmes prennent la place de leurs maris. Mieux organisées que les hommes, elles sont aussi

plus nombreuses car elles appellent leurs camarades des mines aux alentours jusqu'à 30 ou 50 km à la ronde. Elles s'affrontent aux flics locaux qui, sur ordre du propriétaire de la mine, les emprisonnent avec leurs enfants. Elles se font entendre et, déterminées contre le manque d'eau, de nourriture et de lits, elles font craquer les flics qui les libèrent, dépités. Les héroïnes, ce sont elles.

Les hommes, entre temps, ont dû s'occuper du quotidien, des lessives, des corvées de bois pour chauffer



l'eau. Ils touchent du doigt ce que les revendications de leurs femmes avaient d'essentiel, confirmant l'adage qui dit que pour comprendre quelqu'un, « *il faut marcher plusieurs lunes dans ses mocassins* ». Entassées dans le fond de la salle de réunion syndicale, d'abord exclues des votes, les femmes se débrouillent pour que tous·tes les adultes concerné·es puissent voter. Bingo ! Le patron tentera son va-tout en faisant vider les

maisons des « figures » de la grève par le shérif et son équipe. C'est sans compter sur la communauté chicano qui afflue et forme des chaînes pour réinstaller ses maigres possessions jetées hors des maisons par les nerfis obligés d'opérer un demi-tour. C'est la fête ! Les travailleurs sont débordés par leurs femmes, qui leur donnent une belle leçon de militantisme et de féminisme.

Le tournage du film est mouvementé. En pleine période de guerre froide et de crispation réactionnaire, une milice anticommuniste menace de mort l'équipe, une meute d'opposants renverse les caméras. On tire à balles réelles sur une voiture du tournage et on incendie la maison qui héberge un des acteurs. À sa sortie, le film est boycotté. Menacés de représailles, les exploitants des salles refuseront de projeter pendant dix ans ce film enthousiasmant, à peine connu des milieux syndicaux, féministes, et des écoles de cinéma.

Dans une période de mouvement social intense, des femmes qui occupent le devant de la lutte et sont victorieuses, ça donne la pêche. À voir, à conseiller et à revoir avec plaisir. ●

UL CNT 44

Visible en ligne en VOSTF :

[www.youtube.com/watch?v=XZIOHtvuqgc](http://www.youtube.com/watch?v=XZIOHtvuqgc)

1. La même année sort *Sur les quais* d'Elia Kazan, avec Marlon Brando. Mettant en scène un syndicalisme rongé par la pègre et la corruption, ce film vraiment réac cartonne, en phase avec un fort mouvement antisindical.

## ABONNEZ-VOUS AU COMBAT SYNDICALISTE

Je m'abonne pour 11 numéros (1 an) au prix de  30 € (soutien),  22 € (standard), à partir du numéro :

Si réabonnement, merci de cocher la case :

NOM ..... PRÉNOM ..... ADRESSE .....

PROFESSION ..... MAIL .....

Chèque à l'ordre du *Combat syndicaliste* à renvoyer à *Combat syndicaliste* C/O CNT 18 Avenue de Sierre 07200 Aubenas

Si vous souhaitez qu'un.e ami.e s'intéresse au CS ou si vous avez vraiment trouvé merveilleux ce numéro, mais que vous n'avez pas la possibilité de vous abonner tout de suite, alors lisez bien ceci :

**durant 3 numéros, nous vous abonnons gratuitement.** Il vous suffit de remplir le bon ci-dessus et de cocher cette case.

Toutes ces offres d'abonnement valables uniquement en France métropolitaine.

Nous contacter pour l'étranger. L'offre d'abonnement pour 3 numéros gratuits valable une seule fois par personne (même nom, même adresse). Bonne lecture.



ABONNEMENT  
GRATUIT



## Keupon faire ?



### Écopunk

Dom Blake, Fabien Heine,  
Le passager clandestin, 280p., 12€.

**L**e punk n'est pas que la bande son de résistance farouche au libéralisme, il a été parfois son catalyseur. Les pionniers les plus rageurs et politisés du mouvement punk, qui englobe la scène musicale, les fanzines, les festivals et compilations, les associations aux actions directes, sabotages, squats, ainsi que les communautés rurales, ont remué le terrain de la subversion radicale. Ce bouquin s'attache surtout à la Grande-Bretagne et aux États-Unis, accordant une touche à la France, un écart par l'Indonésie.

C'est outre-Manche, puis outre-Atlantique que le punk se teinte d'antispécisme dans les années 1980, en lien direct avec l'asso PETA, People for the Ethical of Animals, Earth first ! et prenant notamment Élisée Reclus comme référence. Une partie du mouvement punk adopte la cause animale, prônant de « réfléchir avant de manger », tout en cherchant des moyens de saper les fondements de l'industrie agroalimentaire, par l'autoproduction maraîchère ou le freeganisme en fouillant les poubelles. La sobriété volontaire permet de ne pas participer au système consumériste effréné. La critique de ces anarcho-punks écolos s'étend à la lutte contre l'impérialisme de la technologie, et au refus de la voiture en adoptant la lenteur, à pied (y compris pour des tournées de concerts), à vélo, jusqu'au sabotage des engins de déforestation ou des opérations de chasse. Ce qui différencie ces éco-punks des communautés hippies distillant leurs esprit *peace and love* en cercle fermé bucolique.

La contre-culture punk est cependant traversée par les dangers de la récu-

pération, parfois réduite à un style de vie qui perd l'engagement collectif anticapitaliste et se cantonne à une éthique nutritionnelle, un bien-être personnel, un look ou à des actions dépolitisées. Comme les actuelles balades encadrées à vélo plus pépères que les actions de *critical mass*, groupes de cyclistes créant des bouillons pour contester l'hégémonie automobile en ville en revendiquant : « Nous ne bloquons pas le trafic. Nous sommes le trafic ». Ou l'usage du skate piratant l'espace urbain, et son pendant le skate punk, rattrapés par le marketing et les vendeurs de fringues. Le principe du DIY, voire DIWO (do it with others) ou DIO (do it ourselves), garde une dimension d'autonomie et d'action collective. Les deux auteurs ne masquent pas les contradictions de ces anar-éco-punks, certains succombant aux sirènes de la récupération et du sponsoring, d'autres versant dans les anathèmes véganes. Leur ouvrage, très documenté, réhabilite l'écologie radicale punk, et sa place dans la constellation des imaginaires de subversion. ● |

Nico, SINR 44

### LA CNT C'EST QUOI ?

**UN SYNDICAT !** Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. Parce qu'elle est directement issue du peuple et qu'elle représente ses intérêts.

**DE COMBAT !** Parce que les intérêts des travailleur-euses s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.

**AUTOGESTIONNAIRE !** Parce que les décisions doivent être prises à la base. Parce que nous appelons à l'auto-organisation des luttes. **SOLIDAIRE !** Parce que les hiérarchies (salaires, fonctions, statuts) s'opposent à une société égalitaire et autogérée. Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles permettent d'éviter le corporatisme. **ANTICAPITALISTE !** Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons les orienter pour le bien de toute la collectivité et non pour l'ambition démesurée de quelques-un.es. C'est pourquoi nous pensons que le syndicalisme doit être porteur d'un projet pour une société plus juste, plus égalitaire, plus libre... Un projet révolutionnaire. Puisque personne ne travaille à ta place, que personne ne décide à ta place !





**NOUS PRODUISONS  
NOUS DÉCIDONS**



*1er mai*

**POUR UN AUTRE FUTUR**

**Confédération Nationale du Travail**

33 rue des Vignoles  
75020 PARIS

contact@cnt-f.org  
www.cnt-f.org